



Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

Direction du développement et de la coopération DDC

Organisations multilatérales

Banque interaméricaine de développement



La principale banque multilatérale de développement de la région

La Banque interaméricaine de développement (IDB) est la plus grande source de financement multilatéral pour les projets de développement en Amérique latine et dans les Caraïbes et un partenaire important de la Suisse pour réduire la pauvreté et les inégalités dans la région en vue de la réalisation de l'Agenda 2030. Sa notation de crédit AAA lui permet d'emprunter à des taux intéressants sur les marchés des capitaux mondiaux et d'offrir des prêts à des conditions avantageuses. La BID mène également des recherches de pointe et fournit dans toute la région des conseils en matière de politique, une assistance technique et des formations à ses clients des secteurs public et privé.

La BID comprend les entités suivantes :

- La **BID** (fondée en 1959, adhésion de la Suisse en 1976) fournit des prêts, des contributions à fonds perdu et du soutien technique aux gouvernements ;
- **BID Invest** (fondée en 1984, adhésion de la Suisse en 1985) fournit des prêts, des garanties, des prises de participation et du soutien technique au secteur privé ;
- **BID Lab** (fondé en 1993, adhésion de la Suisse en 2007) est le laboratoire d'innovation de la BID et promeut l'innovation à haut risque et des activités pilotes visant à tester de nouveaux modèles dans le but de stimuler et d'inspirer le secteur privé.

Champ d'opération géographique
Amérique latine et
Caraïbes

Siège
Washington D.C.,
États-Unis

Année de fondation
1959

Pays membres
48, répartis en
14 groupes de vote

Pays emprunteurs
26

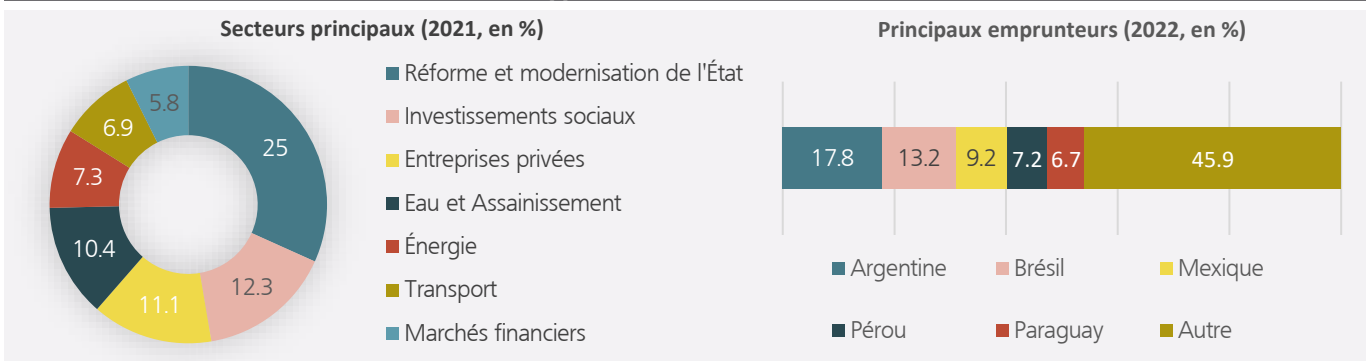
Volume des prêts en 2022 (USD)
BID : 14.5 milliards
BID Invest : 5.8 milliards

Portefeuille total 2022 (USD)
BID : 113 milliards
BID Invest : 19 milliards

Priorités stratégiques de la BID : répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux

Priorités stratégiques	Priorités transversales
 Inclusion sociale et égalité	 Egalité des sexes et diversité
 Productivité et innovation	 Changement climatique et durabilité environnementale
 Intégration économique régionale	 Capacité institutionnelle et Etat de droit

Portefeuille de la BID : institutions d'aide au développement, investissement social et infrastructures



La BID : un partenaire multilatéral de confiance pour la Suisse

La BID est un partenaire prioritaire conformément à la stratégie de la Suisse en matière de coopération internationale 2021-2024. Elle dispose de solides mécanismes de gouvernance et de contrôle multilatéraux et adopte des normes environnementales et sociales strictes pour ses projets. Membre d'un groupe de vote de l'organe directeur de la BID, la Suisse participe activement aux discussions et aux décisions, assumant ainsi le devoir de surveillance qui lui incombe en sa qualité d'actionnaire. La Suisse s'engage à :

- promouvoir, dans le cadre de ses discussions avec la direction et les actionnaires de la BID, l'orientation vers les résultats, l'efficacité et un financement ciblé ;
- soutenir l'engagement de la banque à développer, améliorer et appliquer les normes internationales en matière environnementale, sociale et de gouvernance ;
- encourager la BID à privilégier les projets dans le domaine des énergies renouvelables et à soutenir les stratégies des pays bénéficiaires visant à abandonner les carburants et combustibles fossiles ;
- assurer une capitalisation adéquate et maintenir la notation AAA de la banque.

Le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) et la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) déterminent conjointement les positions défendues par la Suisse au sein de la BID. Les intérêts de la Suisse sont représentés par un gouverneur désigné par le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche et un vice-gouverneur désigné par le Département fédéral des affaires étrangères.

Adhésion de la Suisse à la BID
1976

Groupe de vote (BID)
Suisse, Allemagne,
Belgique, Chine, Israël,
Italie, Pays-Bas

Groupe de vote (BID Invest)
Suisse, Canada,
Danemark, Finlande,
Norvège, Suède

Droits de vote de la Suisse (BID)
0.47 %

Capital versé à la BID par la Suisse
à fin 2023 (USD)
28.4 millions

Droits de vote de la Suisse au sein de la BID (2023, en %)



Exemple de projet : Intégration des migrants - coopération réussie entre la Suisse et la BID

Même si on assiste depuis longtemps à une migration intrarégionale en Amérique latine, les flux migratoires se sont intensifiés ces dernières années suite à la fuite de plus de cinq millions de Vénézuéliens de leur pays jusqu'en mars 2020. L'initiative concernant la migration lancée par la BID en 2019 se concentre sur les communautés des pays accueillant des flux importants de migrants et finance des projets dans les domaines traditionnels d'intervention de la BID, tels que la création d'emplois, les infrastructures, l'éducation et la santé. Depuis 2021, la BID et la Suisse conjuguent leurs efforts pour répondre aux défis urgents de la migration en Colombie. La subvention suisse de 7,5 millions de dollars permet d'améliorer la qualité des services de l'emploi et d'en faciliter l'accès aux migrants et à la population locale ainsi que de développer les réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les communautés vulnérables du département de La Guajira.



Exemple de projet : Changement climatique - soutenir les objectifs de l'accord de Paris

L'Amérique latine et les Caraïbes abritent quelque 40 % de la biodiversité de la planète. L'Amazonie, la cordillère andine et les îles des Caraïbes sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique. La BID a progressivement intégré le changement climatique à son portefeuille, en promouvant les énergies renouvelables, les technologies à faible émission de carbone et la résilience climatique. Elle aide les pays à formuler des plans de décarbonation. En 2019, la BID a injecté près de 5 milliards de dollars dans des activités liées au changement climatique dans la région, un montant qui représente 29 % du total de ses prêts annuels. Ses activités ont permis d'améliorer la gestion de 15,3 millions d'hectares de zones terrestres et marines et d'éviter l'émission de 14,4 millions de tonnes équivalent CO2 entre 2016 et 2019.



Pour de plus amples renseignements :

www.seco-cooperation.admin.ch www.eda.admin.ch/deza www.iadb.org
info.wemf.cooperation@seco.admin.ch
WEMF, Avril 2023